



1 - Tendances internationales - Après un ralentissement de l'économie mondiale en 2012, les perspectives de reprise demeurent semées d'embûches dans les pays développés

En 2012, la croissance mondiale s'est modérée sous l'effet, d'une part, des difficultés rencontrées par les économies avancées, particulièrement dans la zone euro et, d'autre part, du ralentissement de la croissance des économies émergentes affectées par un affaiblissement de la demande que leurs ont adressé les premières.

En 2013, la situation n'évoluerait pas particulièrement selon les prévisions de printemps du FMI avec une croissance mondiale à +3,3% contre +3,2% en 2012. De nouveau, la zone euro demeure le principal sujet d'inquiétude, outre-atlantique des coupes budgétaires automatiques affecteraient quelque peu la croissance, tandis que les économies émergentes continueraient de soutenir l'activité mondiale.

Zone euro - Le retour de la croissance n'est pas attendu avant 2014

Si l'éclatement de la zone euro a été évité en 2012 grâce aux accords conclus entre ses membres afin de tendre vers davantage de fédéralisme financier et bancaire (mécanisme européen de stabilisation, supervision bancaire européenne, intervention de la BCE dans le rachat des dettes publiques sur le marché secondaire,...), les incertitudes pesant sur l'évolution de son activité n'ont pas pour autant complètement disparu.

L'assainissement accéléré des comptes publics, imposé en contrepartie de ces avancées, a en effet contraint encore davantage le peu de croissance qu'il restait (récession de -0,6% en 2012 pour l'ensemble de la zone euro).

Plus encore, en ce début d'année 2013, l'épisode chypriote, et son règlement "singulier", a replongé la zone dans un proche passé et rallumé les craintes d'une possible contagion à des économies beaucoup plus importantes mais encore largement convalescentes (Espagne -1,4% et Italie -2,4% en 2012).

Les difficultés rencontrées en zone euro se lisent également dans la poursuite de la nette dégradation du marché du travail. A fin février 2013, le taux de chômage s'y établissait à 12% de la population active ; soit 19 millions de demandeurs d'emploi contre 17,1 millions un an auparavant ... et 11,4 millions début 2008.

Pour 2013, si les pays du sud de la zone demeureraient les plus fragiles face aux effets de l'austérité (récession de nouveau attendue en 2013 en Italie, Espagne, Grèce et Portugal), c'est toutefois, comme l'année passée, toute la zone euro qui poursuivrait sur une tendance peu dynamique. Ces faiblesses perceptibles en périphérie de la zone mais également au sein de son noyau dur (France, et maintenant Allemagne) (re)pose, de l'aveu même du FMI, la problématique d'une région qui "serait aujourd'hui guettée par une fatigue de l'austérité".

États-Unis - Un début de reprise qui doit désormais s'accomoder de la nécessité de réduire les déficits

Outre-atlantique, quelques signes illustrant un début de reprise sont apparus ou se sont prolongés courant 2012 : l'investissement résidentiel est redevenu un soutien à la croissance (mises en chantier de logements en hausse de 28% en 2012 comparé à 2011), l'emploi industriel a continué son redressement tandis que le chômage poursuivait son repli (9,8% de la population active fin 2010, 8,3% début 2012 puis 7,7% à fin février 2013).

Toutefois, derrière ces quelques signaux positifs, pour partie fruits d'une relance de l'économie qui s'est opérée dans le cadre d'une politique monétaire très accommodante, la nécessité de réduire le déficit et la dette publics s'impose aujourd'hui (dette publique qui est passée de 12 500 milliards de dollars en 2009 à 16 700 en 2012, soit de 89 à 106% du PIB). Si le choc de la fameuse "falaise fiscale" évoqué fin 2012 a été évité (coupes budgétaires automatiques qui auraient pu atteindre 600 milliards de dollars, soit un montant équivalent à 5% du PIB américain), l'absence d'un véritable accord entre démocrates et républicains sur les moyens de réduire la dette a toutefois conduit à des coupes budgétaires de 85 Mds de \$ dans les dépenses publiques de mars à fin septembre ; coupes qui viennent s'ajouter à une hausse de la fiscalité sur les ménages et les entreprises de 150 Mds de \$ décidée en janvier.

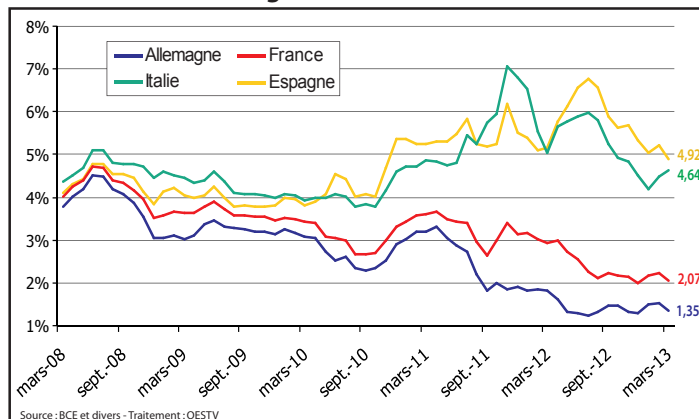
Ces deux éléments combinés devraient ainsi contraindre la croissance américaine de 0,5 point environ en 2013... et la question de la dette publique demeurer, plus généralement, une problématique cruciale au coeur des politiques économiques et fiscales pour les prochaines années.

Croissance du PIB et prévisions

(source : FMI - 16 avril 2013)

en %	2011	2012	2013 (p)
ZONE EURO	+1,4	-0,6	-0,3
France	+1,7	0,0	-0,1
Allemagne	+3,1	+0,9	+0,6
Espagne	+0,4	-1,4	-1,6
Italie	+0,4	-2,4	-1,5
Royaume-Uni	+0,9	+0,2	+0,7
États-Unis	+1,8	+2,2	+1,8
Japon	-0,6	+2,0	+1,6
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,6	+1,2	+1,2
Chine	+9,3	+7,8	+8,0
Inde	+7,7	+4,0	+5,7
Bésil	+2,7	+0,9	+3,0
Russie	+4,3	+3,4	+3,4
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+6,4	+5,1	+5,3
MONDE	+3,9	+3,2	+3,3

Taux des obligations souveraines à 10 ans



2 - France

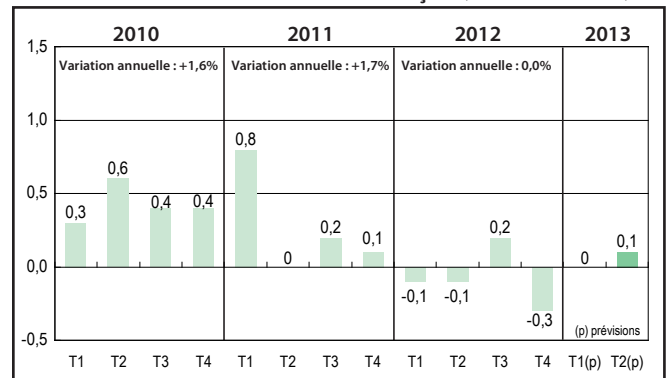
Croissance nulle en 2012 ... et sans doute quasi atone également en 2013

Après avoir progressé de +1,7% en 2011, **le PIB français a stagné en 2012 grevé par la faiblesse de la demande intérieure (consommation et investissements)**. En fin d'année 2012, notre pays a ainsi enregistré son septième trimestre consécutif de très faible croissance ou de recul de l'activité.

Pour 2013, dans ce contexte conjoncturel toujours très incertain marqué par une faible visibilité pour les entreprises, par un marché de l'emploi très dégradé et la nécessité de redressement des comptes publics, **les prévisions prolongent, peu ou prou, la tendance des précédents trimestres. Le consensus des économistes, comme le gouvernement, table désormais sur une croissance extrêmement modeste, sinon nulle.**

Dans ces conditions, le retour de la croissance est (de nouveau) repoussé à l'année prochaine. Si le gouvernement s'aligne sur la prévision de la Commission européenne à +1,2%, le consensus des économistes est pour sa part plus mesuré à +0,7% pour 2014.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Baisse du pouvoir d'achat historique en 2012 ... consommation des ménages au ralenti

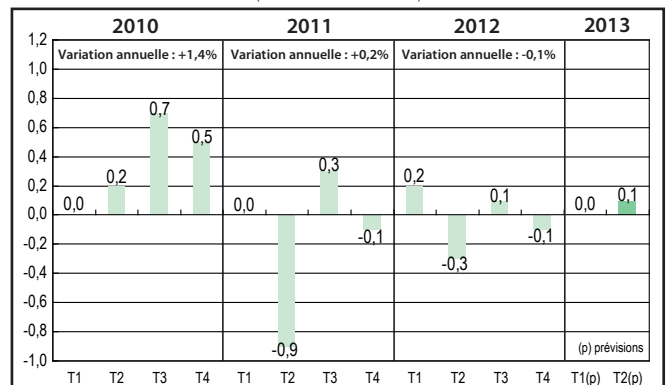
Comme en 2011, **la consommation des ménages aura été très peu dynamique tout au long de l'année 2012 ; elle s'affiche même en léger repli (-0,1%).**

La hausse soutenue des prélèvements obligatoires, notamment les impôts sur le revenu et le patrimoine, pesant sur les ménages (+6,2% après +5,0%), combinée à une modération de l'évolution des revenus d'activité (+2,0% en 2012 après +2,9% en 2011), a pesé sur **le pouvoir d'achat (revenu disponible brut corrigé de l'inflation) qui s'est replié de -0,4% sur l'année**. Un tel recul n'avait plus été observé depuis 1984.

Dans le détail, les dépenses en produits manufacturés se sont repliées en 2012 (-0,7%), principalement du fait de la forte baisse des achats d'automobiles (-4,5% après +0,6% en 2011), tandis que la consommation de services a ralenti (+0,4% après +0,8% en 2011).

Pour le 1^{er} semestre 2013, le rythme de croissance des dépenses des ménages demeurerait très faible, voire nul, et resterait ainsi très nettement inférieur à celui observé avant la crise de 2008 (+0,5% par trimestre en moyenne entre 2000 et 2007).

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



La faible utilisation des capacités de production et un taux de marge au plus bas depuis 25 ans contraignent les projets d'investissements des entreprises

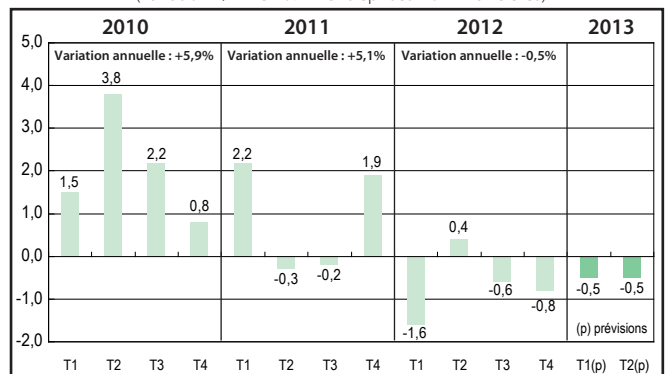
Après 2 années (2010 et 2011) de redémarrage de l'investissement, **les chefs d'entreprise ont de nouveau modéré leurs immobilisations en 2012 dans un contexte conjoncturel quasi atone (-0,5% comparé à 2011).**

Peu d'éléments plaident, et plaident en ce début d'année 2013, en faveur d'une hausse des immobilisations. Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière demeure nettement en dessous de sa moyenne longue période (à 79% en janvier 2013 contre 85% en moyenne longue période) tandis que le taux de marge des entreprises non financières s'est de nouveau réduit en 2012 (27,9% en moyenne sur l'année) pour toucher son plus bas niveau depuis 25 ans.

En prévision sur 2013, la contraction des investissements devrait se poursuivre au moins sur les 2 premiers trimestres.

L'investissement des ménages, porté essentiellement par la construction de logements, s'est également très nettement modéré en 2012 (+0,4%) après le court répit observé en 2011 (+3,2%). **Sur le début de l'année 2013**, ces dépenses reculeraient assez fortement selon les premières prévisions de l'Insee : -1,4% au 1^{er} trimestre puis -1,6% au second.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Solde commercial : un peu mieux qu'en 2011 ...

Sur l'année 2012, notre déficit commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est quelque peu réduit en s'établissant à -67,5 milliards d'euros (Mds€) contre -73,9 Mds€ en 2011**. Notons cependant qu'il demeure très nettement supérieur à celui observé au cours des années antérieures : -52,3 Mds€ en 2010, -45,4 Mds€ en 2009, -56,2 Mds€ en 2008.

En 2012, nos exportations de marchandises ont progressé de +3,1% (de 428 Mds€ en 2011 à 442 Mds€) quand, dans le même temps, nos importations de marchandises croissaient de +1,4% (de 502 Mds€ en 2011 à 509 Mds€).

Climat des affaires en France en mars 2013 : un début d'année difficile

Sources : INSEE et DARES - Traitement : OESTV

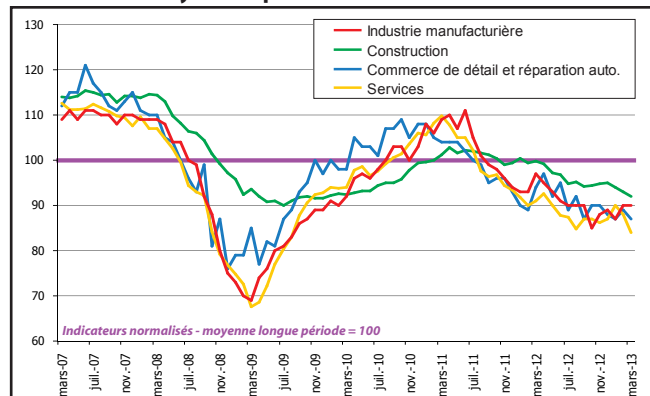
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en mars par l'Insee, la conjoncture reste dégradée. L'indicateur synthétique du climat des affaires (établi à 90) est stable par rapport au mois précédent à un niveau toutefois de 10 points inférieur à sa moyenne longue période. Si les carnets de commandes étrangers se sont regarnis, les carnets de commande globaux se sont inversement dégarnis. Les perspectives générales sur l'activité de l'industrie dans son ensemble continuent d'afficher un niveau très bas.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires dans la construction se replie de 1 point en mars comparé au mois précédent pour s'établir à 92 et prolonge ainsi la tendance observée depuis près de 2 ans. Les entrepreneurs restent pessimistes quant à l'évolution du secteur pour les prochains mois (carnets de commandes largement inférieurs à la normale et prix toujours en baisse) quand, dans le même temps, ils déclarent une réelle dégradation de la situation de l'emploi.

- **Commerce de détail / automobile** - L'indicateur synthétique du climat des affaires perd 2 points en mars (à 87) et demeure très nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Dans le commerce de détail comme dans l'automobile, après un repli de l'activité observé sur la période passée, les prévisions sont de nouveau mal orientées au regard des intentions de commandes et des ventes prévues, tandis que la situation des trésoreries est toujours estimée difficile. Dans ces conditions, l'emploi resterait très peu dynamique dans ces secteurs.

- **Services** - La conjoncture reste très mal orientée : l'indicateur synthétique du climat des affaires perd en effet 4 points en mars (à 84) et retrouve son niveau de l'été 2009. L'activité a été peu dynamique sur la période récente et les anticipations d'activité pour les mois à venir se dégradent encore. En conséquence, les chefs d'entreprise dans les services (hors intérim) sont très réservés sur leurs intentions d'embauches.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Net repli de l'emploi salarié privé à partir du printemps 2012

Après s'être redressé en 2010 (+55 000 postes) puis au cours du 1^{er} semestre 2011 (+81 000 postes), l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a recommencé à montrer quelques signes de faiblesse dès l'été 2011. Après un court répit début 2012, cet affaiblissement s'est très nettement accentué à partir d'avril. **Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2012, près de 100 000 emplois marchands ont été détruits dans notre pays.**

Les prévisions pour les 6 premiers mois de 2013 prolongent la tendance passée et anticipent la **destruction de 75 000 nouveaux postes.**

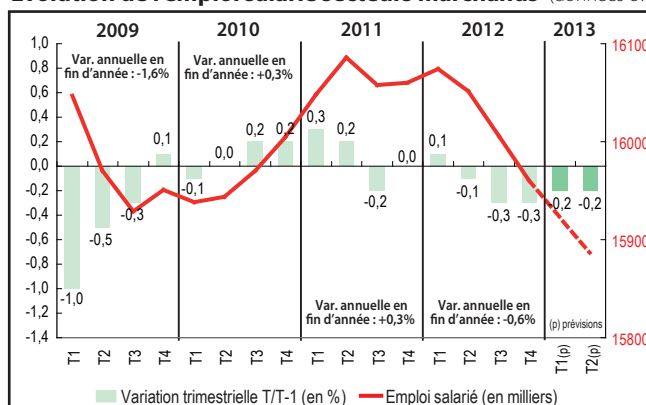
Évolution de l'emploi par secteur d'activité au cours de l'année 2012 (secteurs marchands uniquement)

- **Dans l'INDUSTRIE**, 29 400 emplois ont été détruits en 2012 (soit un rythme beaucoup plus modéré qu'en 2009 et 2010 : respectivement -167 000 et -85 000 emplois). A fin décembre 2012, la France compte 3,238 millions de salariés dans l'industrie, soit des effectifs en évolution de -0,9% sur un an.

- **Dans la CONSTRUCTION**, 13 800 emplois ont été perdus l'année passée (+3 000 au 1^{er} trimestre puis -5 700, -4 100 et -7 000 au cours des trois suivants). A fin décembre 2012, la France compte 1,421 million de salariés dans ce secteur d'activité, pour une évolution des effectifs de -1,0% sur un an.

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND**, 56 200 emplois ont été détruits en 2012 (+16 000 au 1^{er} trimestre puis -8 300, -35 700 et -28 200 au cours des trois suivants). Au sein de cet ensemble, tandis que le commerce et les autres activités de services hors intérim ont créé 4 800 emplois en 2012 (avec un rythme toutefois décroissant au fil des trimestres : +19 100, +11 100 puis -6 500 et -18 900), l'intérim a, pour sa part, détruit un peu plus de 60 000 emplois, essentiellement aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. A fin décembre 2012, la France compte 11,301 millions de salariés dans le tertiaire marchand, pour une évolution des effectifs de -0,5% sur un an.

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



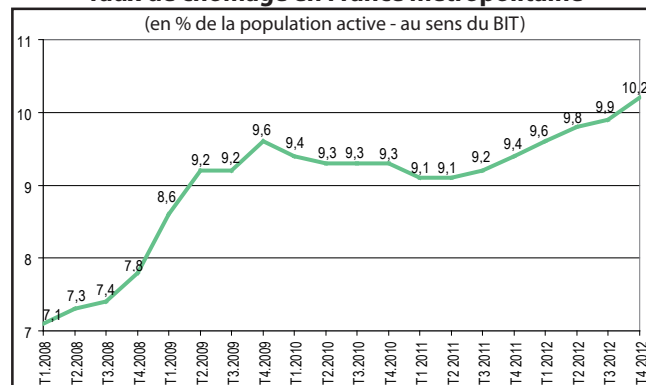
Hausse plus rapide du taux de chômage en fin d'année 2012

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 10,2% de la population active, soit une hausse de 0,3 point comparé au trimestre précédent et de 0,8 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin février 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en France continue de croître, après avoir franchi à l'automne dernier la barre des 3 millions d'inscrits, pour s'établir à 3,188 millions de DE. Sur un an, leur nombre a augmenté de 10,8% ; soit 312 000 DE supplémentaires.

Comparé à début 2008 (point bas du chômage avant crise), le nombre des demandeurs d'emploi (Insee - au sens du BIT) aurait ainsi progressé de plus de 960 000 personnes en France métropolitaine.

Taux de chômage en France métropolitaine



3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

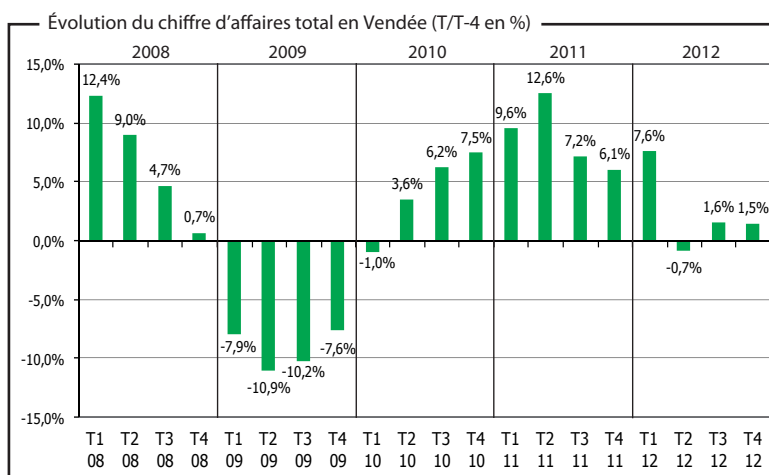
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

Net ralentissement de l'activité depuis le second trimestre 2012

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 30 079,8 millions d'euros sur 2012. Ce résultat s'inscrit en hausse de +2,4% comparé à l'année 2011.

En termes de rythme de croissance, la hausse du CA a été essentiellement réalisée lors du 1^{er} trimestre (+7,6% comparé au 1^{er} trimestre 2011) ; le 2^{ème} trimestre enregistrant un fléchissement de l'activité (-0,9%) et les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres une très légère croissance (respectivement +1,6% et +1,5%).

Comme en Vendée, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré, sur l'année 2012, une légère hausse de leur chiffre d'affaires de respectivement +1,9% et +0,9% comparé à 2011.

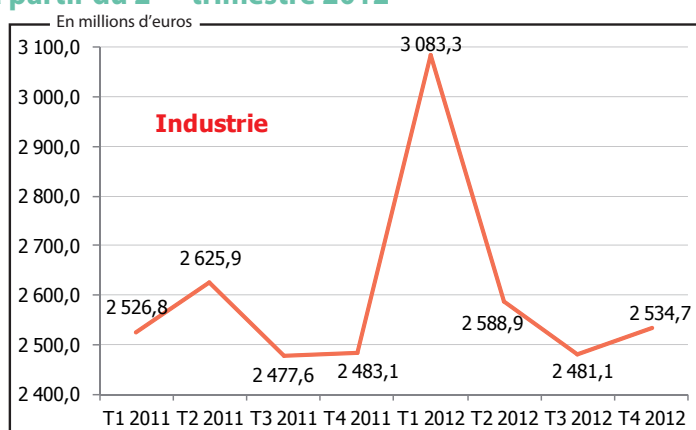


Ralentissement de l'activité dans l'industrie à partir du 2^{ème} trimestre 2012

↳ **INDUSTRIE** (35,5% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur l'année 2012)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie s'est élevé à 10 687,9 millions d'euros en 2012 contre 10 113,3 millions d'euros en 2011, soit une hausse de +5,7%.

L'activité dans l'industrie a connu une croissance vigoureuse au 1^{er} trimestre de +22,0% (comparé au 1^{er} trimestre 2011) avant de ralentir sur la fin de l'année (-1,4% au 2^{ème} trimestre, +0,1% au 3^{ème} et +2,1% au 4^{ème}).

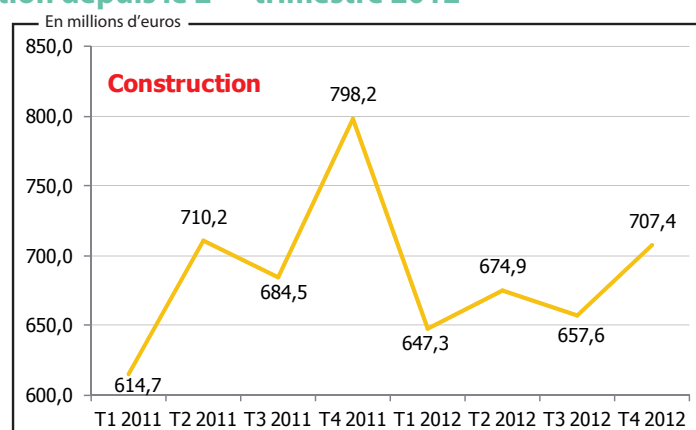


Fléchissement de l'activité dans la construction depuis le 2^{ème} trimestre 2012

↳ **CONSTRUCTION** (8,9% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2012)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 687,2 millions d'euros sur l'année 2012 contre 2 807,6 millions d'euros en 2011, soit un net recul de -4,3%.

En termes de rythme de croissance, les bons résultats du 1^{er} trimestre (+5,3% comparé au 1^{er} trimestre 2011) ont été suivis d'un repli marqué de l'activité sur le reste de l'année (-5,0% au 2^{ème}, -3,9% au 3^{ème} et -11,4% au 4^{ème}).

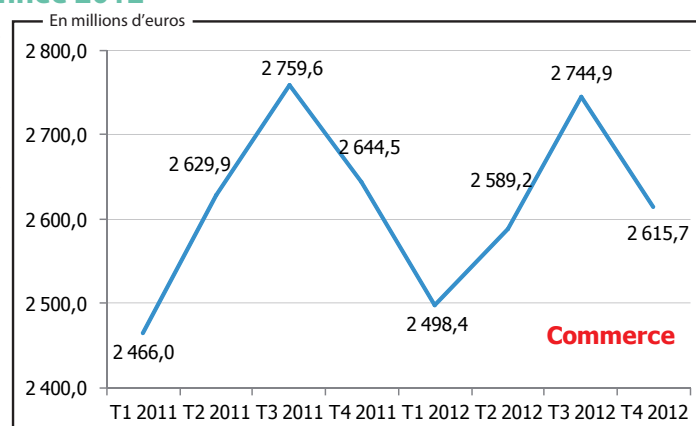


Une activité atone dans le commerce sur l'année 2012

↳ **COMMERCE** (34,7% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2012)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 10 448,2 millions d'euros sur l'année 2012 contre 10 500,0 millions d'euros en 2011, soit une très légère baisse de -0,5%.

En termes de rythme de croissance, les entreprises du commerce ont enregistré une hausse modérée de l'activité sur le 1^{er} trimestre (+1,3% comparé au 1^{er} trimestre 2011) suivie d'un léger recul sur les 3 autres trimestres (-1,5% au 2^{ème}, -0,5% au 3^{ème} et -1,1% au 4^{ème}).

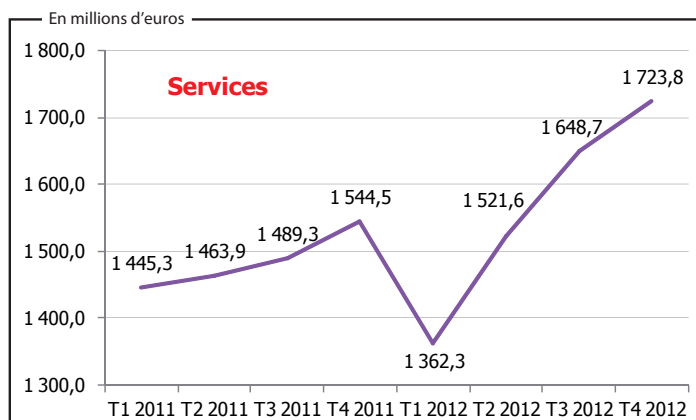


Rebond de l'activité dans le secteur des services à partir du 2^{ème} trimestre 2012

↳ **SERVICES** (20,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes en 2012)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 6 256,4 millions d'euros sur l'année 2012 contre 5 943,0 millions d'euros en 2011, **soit une hausse de l'activité de +5,3%**.

Après un net repli de l'activité au 1^{er} trimestre 2012 (-5,7% comparé au 1^{er} trimestre 2011), celle-ci a nettement rebondi sur les 3 derniers trimestres (+3,9% au 2^{ème}, +10,7% au 3^{ème} et +11,6% au 4^{ème}).



4 - Conjoncture vendéenne : Investissements* des entreprises

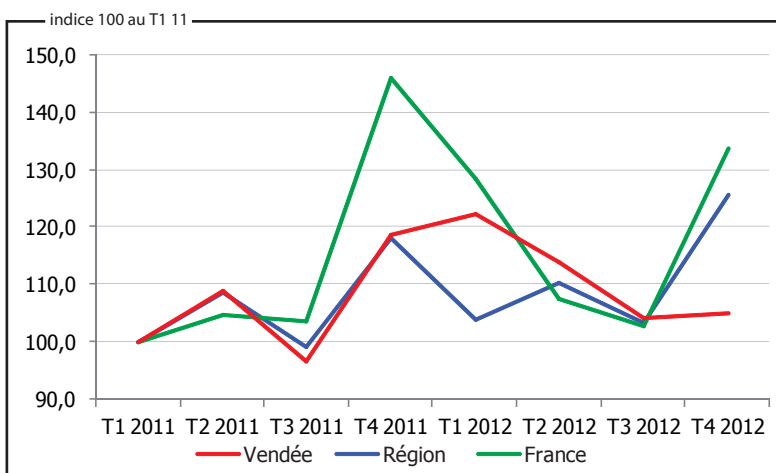
Source : DGFIP - Traitement : OESTV

Malgré un fléchissement au 4^{ème} trimestre, les investissements progressent sur l'année 2012

(* estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 1 352,6 millions d'euros sur l'année 2012 contre 1 288,3 millions d'euros en 2011, **soit une hausse de +5,0%**.

En termes de rythme de croissance, les investissements ont très fortement progressé de +22,4% au 1^{er} trimestre 2012 (comparé au 1^{er} trimestre 2011) puis, de manière moins soutenue aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement +4,6% et +7,6%) avant de nettement fléchir au 4^{ème} trimestre (-11,5%).



Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (37,7% des investissements sur l'année 2012)

Les entreprises industrielles ont déclaré 509,7 millions d'euros d'investissements en 2012 contre 456,6 millions d'euros en 2011, **soit une progression de +11,6%**.

Dans le détail, les investissements ont progressé vivement aux 1^{er} et 3^{ème} trimestres (respectivement à +60,6% et +18,0%), ralenti au 2^{ème} trimestre (0,0%) puis nettement reculé au 4^{ème} trimestre (-17,0%).

↳ **CONSTRUCTION** (6,7% des investissements en 2012)

Les entreprises du secteur de la construction ont investi 90,3 millions d'euros en 2012 contre 98,5 millions d'euros en 2011, **soit une nette dégradation de -8,3%**. Dans le détail, les investissements ont stagné au 1^{er} trimestre (0,0% comparé au 1^{er} trimestre 2011) puis nettement reculé sur les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres (respectivement -9,3%, -14,6% et -9,6%).

↳ **COMMERCE** (12,2% des investissements en 2012)

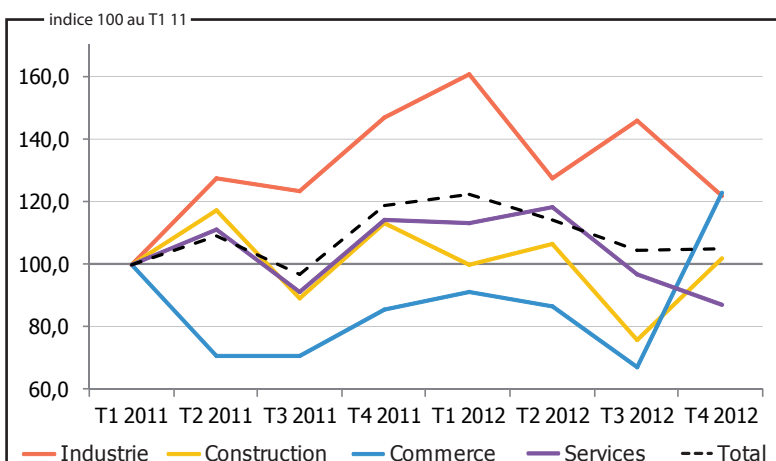
Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 206,1 millions d'euros d'immobilisations en 2012 contre 183,7 millions d'euros en 2011, **soit une hausse de +12,2%**.

Dans le détail, les investissements ont reculé aux 1^{er} et 3^{ème} trimestres (de respectivement -9,1% et -5,1%) et progressé vivement aux 2^{ème} et 4^{ème} trimestres (de respectivement +21,8% et +43,6%).

↳ **SERVICES** (40,4% des investissements en 2012)

Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 546,4 millions d'euros en 2012 contre 548,0 millions d'euros en 2011, **soit une stagnation de -0,3%**.

Dans le détail, les investissements ont crû sur les 3 premiers trimestres (+13,2% au 1^{er} trimestre, +6,6% au 2^{ème} et +6,0% au 3^{ème}) avant de s'effondrer au 4^{ème} trimestre (-24,1%).

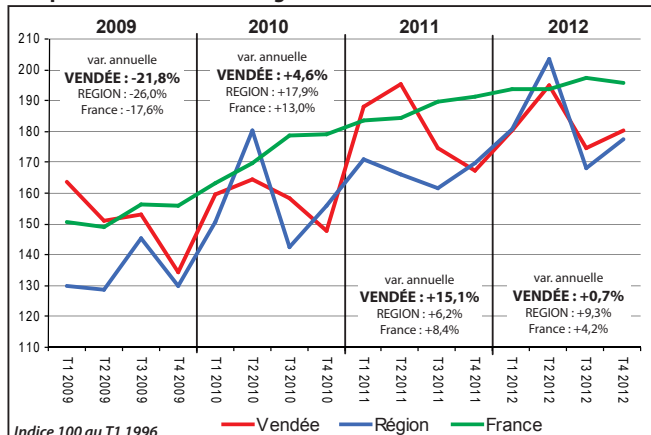


5 - Conjoncture vendéenne : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

Les exportations vendéennes se maintiennent à un niveau satisfaisant en 2012

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



En 2012, le montant des exportations vendéennes s'est établi à 1 962 millions d'€, soit une très légère progression de 0,7% comparé à 2011 (1 948 millions d'€). Ce montant se maintient ainsi à un niveau relativement élevé, bien qu'il soit encore en repli de 5% comparé à l'année record de 2008, et témoigne ainsi de l'ouverture des entreprises vendéennes sur des marchés extérieurs.

En Région et en France, les montants exportés au cours de l'année écoulée prolongent l'orientation globale des échanges observée depuis 2010 : en croissance respectivement de +9,3% et de +4,2% comparé à 2011.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au cours de l'année 2012

Traditionnel premier poste à l'export depuis de nombreuses années, le poste "navires et bateaux" s'est fortement contracté en 2012 et a cédé la 1^{ère} place au poste "viandes et produits à base de viande" qui pour sa part demeure quasi stable comparé à 2011.

Plus globalement, on notera le poids croissant à l'export des postes relevant de notre filière agro-industrielle, ainsi que la bonne tenue des échanges relevant des filières "mécanique-machines-équipements" dans un contexte moins favorable en 2012 (hormis le poste "produits de la construction automobile" qui se contracte nettement).

	2012 / 2011
Viandes et produits à base de viande (16% des exportations en valeur sur 2012)	-1,5%
Navires et bateaux (15%)	-22,5%
Machines et équipements d'usage général (10%)	+40,5%
Articles d'habillement (5%)	-20,5%
Produits de la culture et de l'élevage (5%)	+1,5%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (5%)	+23%
Machines diverses d'usage spécifique (4%)	+3,5%
Machines agricoles et forestières (4%)	+0,5%
Produits alimentaires divers (4%)	+15%
Matériel électrique (3%)	+46,5%
Équipements pour automobiles (3%)	+60%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	+4,5%
Produits de la construction automobile (2%)	-15%

6 - Conjoncture vendéenne : Créations d'entreprises

Source : INSEE
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

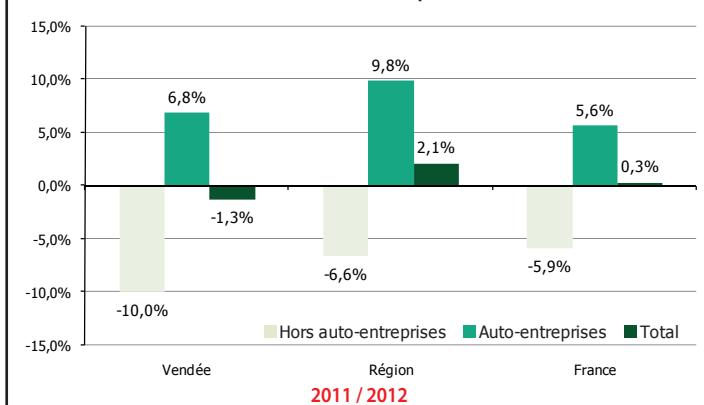
Léger recul des créations d'entreprises en 2012 ... en raison de la nette dégradation des créations hors auto-entreprises

↳ Selon l'Insee, 3 937 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées sur l'année 2012 contre 3 990 en 2011, soit un léger recul de -1,3%.

Après un 1^{er} trimestre 2012 en léger recul (-1,5% comparé au 1^{er} trimestre 2011) et un 2^{ème} trimestre, à l'inverse, en forte hausse (+10,6%), les créations d'entreprises totales se sont de nouveau nettement dégradées aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres (de respectivement -8,4% et -6,9%).

En Région, les créations d'entreprises enregistrent une légère progression sur l'année 2012 de +2,1% tandis qu'à l'échelle de la France, elles stagnent à +0,3%.

Évolution du nombre de créations d'entreprises

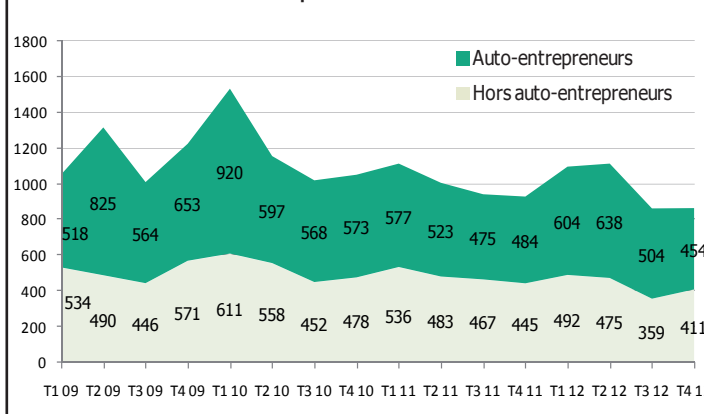


↳ Dans le détail, les créations d'entreprises hors auto-entreprises reculent nettement sur l'année 2012 de -10,0% comparé à 2011 en Vendée (-6,6% en Région et -5,9% en France).

↳ A l'inverse, les créations d'auto-entreprises progressent sur la période considérée de +6,8% (+9,8% en Région et +5,6% en France).

Sur l'année 2012, les auto-entreprises représentent 55,9% des créations totales en Vendée (57,0% en Région et 56,6% en France).

Nombre de créations d'entreprises selon le statut en Vendée



7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

Source : BODACC
Traitement : OESTV

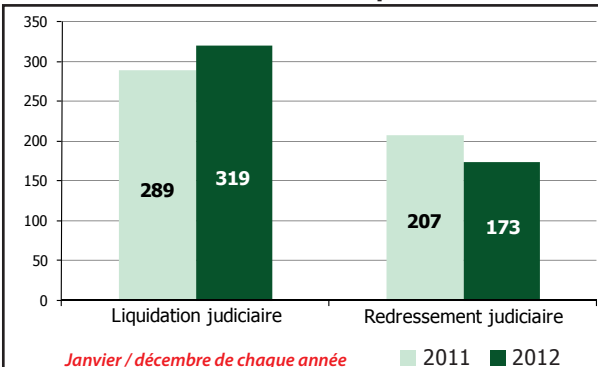
Stabilité des défaillances* d'entreprises sur 2012

* couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit la liquidation judiciaire (procédures collectives)

Le nombre de défaillances d'entreprises est stable sur l'année 2012 comparé à 2011 : 492 ouvertures de procédures collectives contre 496 un an plus tôt, soit -0,8%. Cependant, les liquidations judiciaires ont fortement augmenté de +10,4% sur l'année 2012 tandis que les redressements ont nettement reculé de -16,4%.

Sur les 2 premiers mois de 2013, le nombre de défaillances d'entreprises connaît une hausse extrêmement soutenue de +82,3% (+85,0% pour les liquidations et +77,3% pour les redressements) comparé aux 2 premiers mois de 2012.

Redressements et liquidations

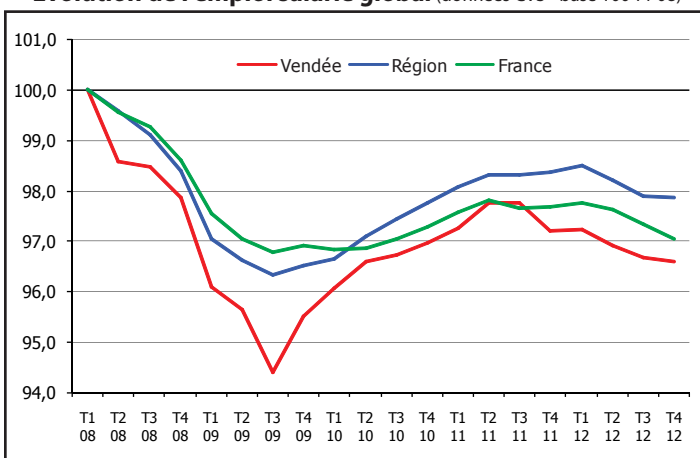


8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

L'emploi salarié marchand se replie sur un an à fin décembre 2012 ... l'industrie et le commerce résistent sur la période considérée

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) recule de -0,6% sur un an à fin décembre 2012, soit une perte de 993 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 156 289 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2012 (estimations données cvs).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en repli sur un an à fin décembre 2012 de respectivement -0,5% et -0,6%.

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

Sur un an à fin décembre 2012, le secteur de l'INDUSTRIE résiste et stabilise ses effectifs salariés à +0,1%, soit un très léger gain de 79 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 54 266 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2012.

Le secteur de la CONSTRUCTION affiche un repli de ses effectifs salariés de -1,1% sur un an à fin décembre 2012, soit une perte de 219 emplois.

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 630 emplois salariés dans la construction à fin septembre 2012.

Dans le COMMERCE, le nombre des effectifs salariés enregistre une très légère hausse de +0,3%, soit un gain de 79 emplois.

Selon l'Insee, 30 880 emplois salariés sont recensés dans le commerce à fin décembre 2012.

Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre une nette dégradation de ses effectifs salariés sur un an à fin décembre 2012 de -1,8%, soit une perte de 932 emplois. Cette dégradation est, pour une bonne partie, imputable au fort repli de l'intérim sur la période considérée (perte de 1 355 emplois intérimaires).

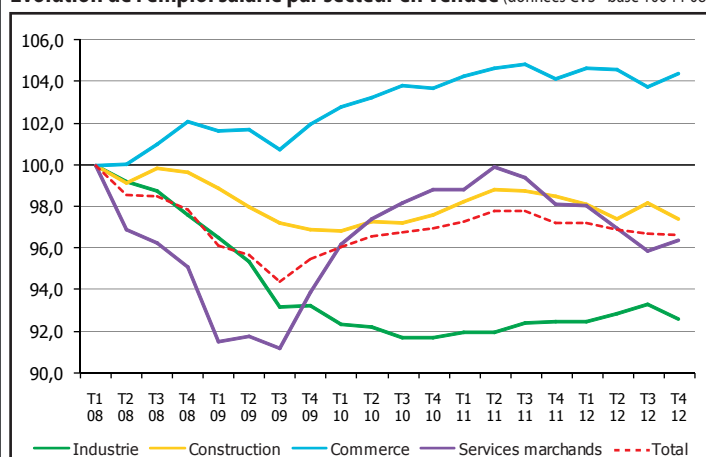
Selon l'Insee, 51 513 emplois salariés sont comptabilisés dans les services marchands en Vendée à fin décembre 2012.

L'intérim en Vendée

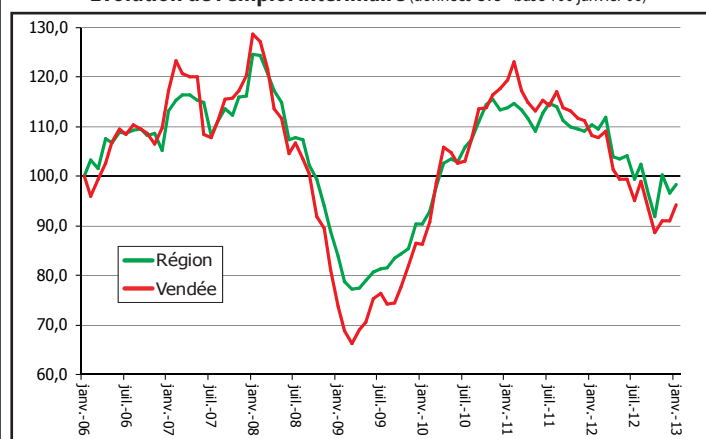
Selon Pôle emploi, la Vendée compte 7 327 intérimaires à fin janvier 2013 (données CVS) contre 8 413 un an auparavant, soit une forte érosion de -12,9% (destruction de 1 086 emplois).

La Région enregistre également un repli prononcé des effectifs intérimaires de -11,0% sur la même période.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



9 - Conjoncture vendéenne : Chômage

Sources : Insee - Pôle Emploi - Traitement : OESTV

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi est continue depuis maintenant deux ans

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 25 580 demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A à la fin du mois de février 2013 (données CVS), soit une vive hausse de +11,4% sur un an (2 609 DE supplémentaires).

Comparé au point le plus bas avant crise, la Vendée compte désormais plus de 11 200 DE supplémentaires (+78%).

La Région et la France affichent également une hausse soutenue du nombre de DE sur un an à fin février 2013 de respectivement +12,6% (+17 182 DE) et +10,8% (+311 900 DE).

Sur les 2 dernières années, la hausse des DE en Vendée a été quasi continue chaque mois (en évolution m/m-1) ; seuls les mois de mars 2011 (-1,3% comparé à février 2011), avril 2012 (-1,6%) et août 2012 (-1,1%) ont connu un recul du nombre de DE.

Par catégorie de demandeurs d'emploi

Sur un an à fin février 2013 (données CVS - Cat. A), toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont impactées par cette forte hausse.

- Femmes : +8,6% (+1 019 DE)
- Hommes : +14,4% (+1 590 DE)
- moins de 25 ans : +11,9% (+520 DE)
- 25/49 ans : +9,5% (+1 263 DE)
- plus de 50 ans : +15,4% (+826 DE).

Taux de chômage en Vendée

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,5% de la population active. Ce taux a progressé de 0,8 point sur un an et s'affiche à plus de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,2%).

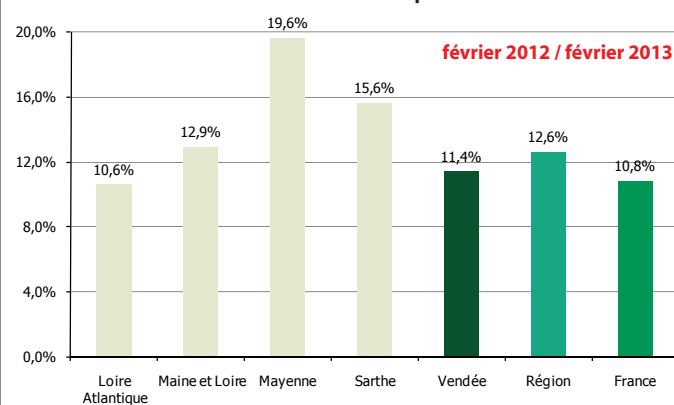
Si le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (10,2%), il se rapproche cependant de celui observé dans les Pays de la Loire (9,0%).

Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

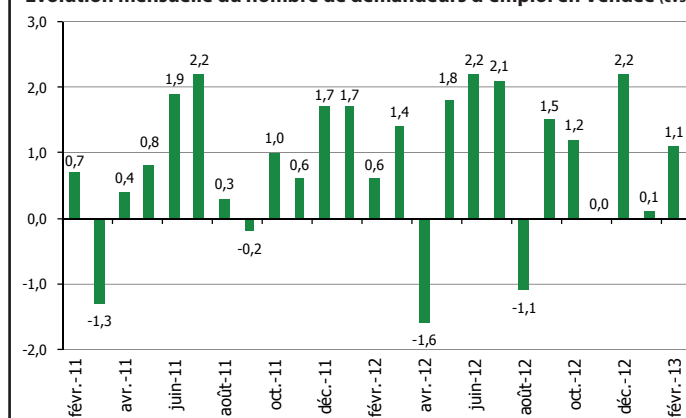
	Fév. 2013	Évol. VA fév. 2012 / fév. 2013	Taux T4 2011	Taux T4 2012
Vendée	25 580	+2 609	7,7%	8,5%
Région	153 173	+17 182	8,1%	9,0%
France	3 187 700	+311 900	9,4%	10,2%

* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an

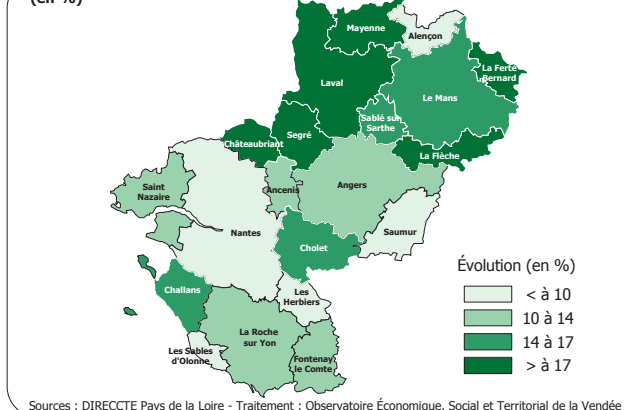


Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)



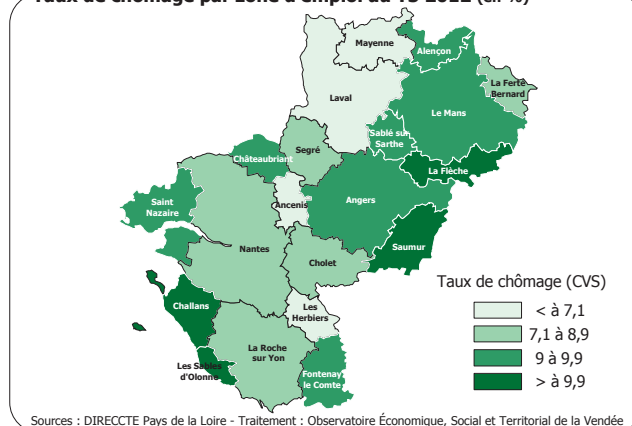
Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi en Pays de la Loire

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à fév. 2013 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T3 2012 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Toutes les zones d'emploi vendéennes connaissent une hausse du nombre des demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) sur un an à fin février 2013 : +14,7% pour Challans, +12,3% pour Fontenay-le-Comte, +11,6% pour La Roche-sur-Yon, +8,5% pour Les Sables d'Olonne et +7,1% pour Les Herbiers (hausse la moins prononcée des zones d'emploi de la Région).

En moyenne, sur le 3^{ème} trimestre 2012, la zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui affiche le taux de chômage le plus bas de la Région à 6,0% de sa population active. Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage nettement plus élevés : 8,2% pour La Roche-sur-Yon, 9,8% pour Fontenay-le-Comte, 10,0% pour Challans et 11,6% pour Les Sables d'Olonne (taux le plus élevé de zones d'emploi de la Région).

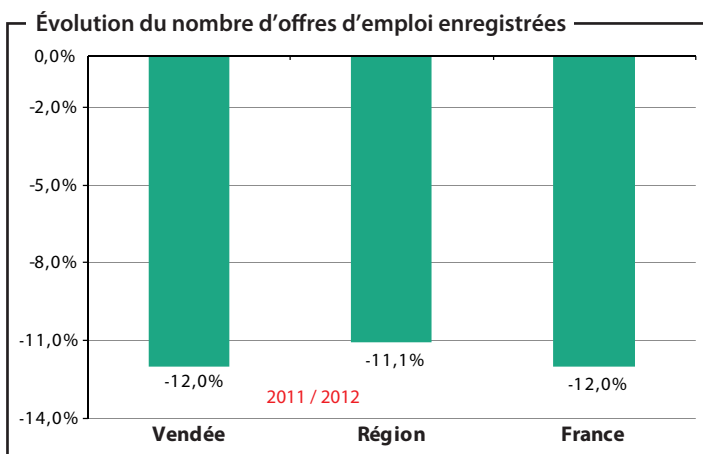
Les offres d'emploi enregistrées (OEE) reculent nettement sur l'année 2012

Pôle emploi a enregistré en Vendée 27 906 offres (données cvs) **sur l'année 2012** contre 31 729 en 2011, **soit un net recul de -12,0%**.

Comme en Vendée, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France se sont également fortement dégradées en 2012 : respectivement de -11,1% et de -12,0%.

Notons enfin que 68% des offres d'emploi enregistrées concernent des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée contre 61% en Région et 57% en France.

Sur les 2 premiers mois de 2013, le nombre d'offres d'emploi enregistrées continue de se réduire fortement de -29,0% comparé aux 2 premiers mois de 2012 (-13,0% en Région et -16,6% en France).



10 - Conjoncture vendéenne : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Baisse prononcée des autorisations de permis de construire et des mises en chantier en 2012 ... avec des tendances toutefois opposées entre l'individuel (net recul) et le collectif (forte hausse)

Avec 5 970 logements autorisés en Vendée sur l'année 2012, les permis de construire délivrés s'inscrivent en recul -9% comparé à 2011 (6 560 autorisations).

Cette baisse des autorisations relève exclusivement de l'essoufflement enregistré dans l'individuel (76% de l'ensemble des permis délivrés sur 2012). Le nombre des autorisations y recule de -15% ; soit 4 522 permis contre 5 339 un an auparavant. Plus précisément, les permis se replient fortement aussi bien dans l'individuel pur (3 858 contre 4 545, soit -15%) que dans l'individuel groupé (664 contre 794, soit -16%).

Le logement collectif enregistre, pour sa part, une très forte croissance en 2012 à +19% sur des volumes globaux cependant moins conséquents que dans l'individuel : 1 448 autorisations contre 1 221 en 2011.

Sur les 2 premiers mois de 2013, les autorisations de permis de construire s'établissent en hausse de 15% comparé à la même période de l'année passée.

Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles se sont également repliées fortement sur l'année écoulée de -13%. Comme pour les autorisations, ce recul relève exclusivement du ralentissement dans l'individuel (-21% ; 3 934 mises en chantier contre 4 967 en 2011). A l'inverse, dans le collectif, ces mises en chantier progressent de +26% (1 268 contre 1 005).

Sur les 2 premiers mois de 2013, les mises en chantiers s'inscrivent toujours en baisse de -9%.

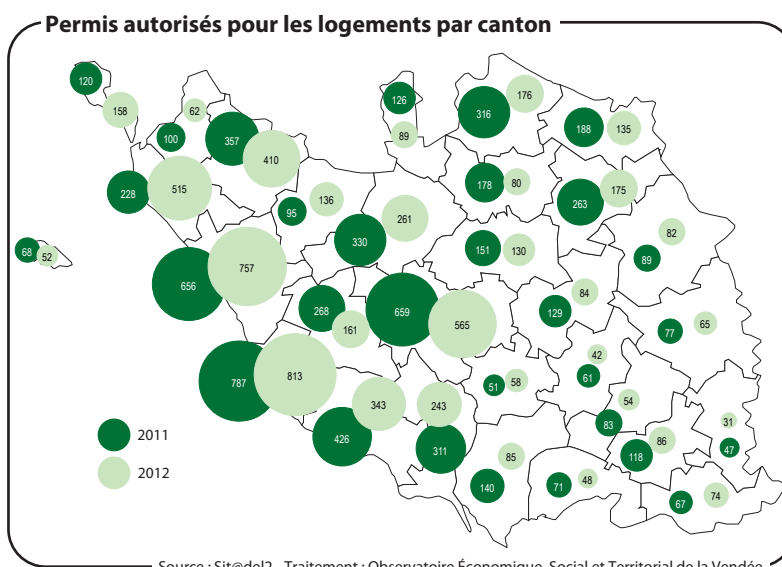
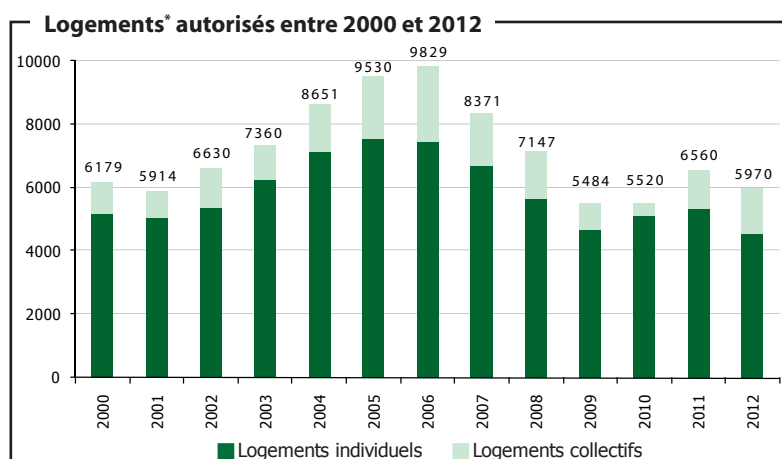
En Région, les permis de construire délivrés en 2012 se sont également établies en baisse (-8%, pour -14% dans l'individuel et -1% dans le collectif) tout comme les mises en chantiers (-15%, pour -20% dans l'individuel et -39% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, les permis délivrés en 2012 se sont repliés de -8% (-11% dans l'individuel et -5% dans le collectif) tandis que les mises en chantiers reculaient de -18% (-17% dans l'individuel et -19% dans le collectif).

Les prévisions pour 2013 sont globalement pessimistes pour le secteur. Certains spécialistes n'anticipent en effet que 280 000 mises en chantier de logements, soit le niveau le plus faible depuis 50 ans.

	Vendée		Région		France	
	2012	Évol. 2011/2012	2012	Évol. 2011/2012	2012	Évol. 2011/2012
Logements autorisés*	5 970	-9,0%	29 295	-8,4%	351 906	-2,0%
Logements mis en chantier*	5 202	-12,9%	26 695	-15,3%	236 614	-12,8%

* logements ordinaires (= hors logements en résidence)



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

11 - Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Un marché qui se dégrade fortement en 2012 et sur le début d'année 2013

Sur l'année 2012, les immatriculations de voitures de tourisme neuves se sont établies à 14 322 unités en Vendée, soit un net recul de -15,9% comparé à 2011.

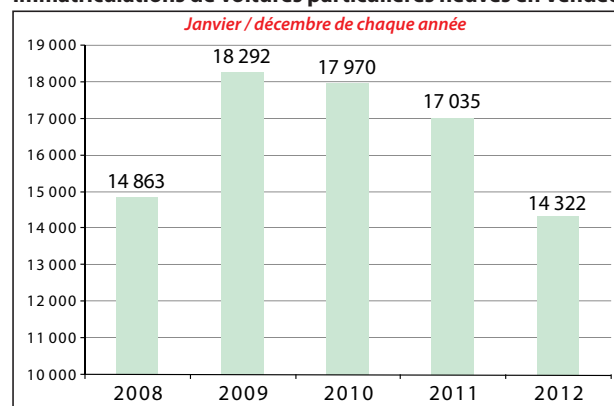
En France, le constat est identique. Le nombre d'immatriculations de voitures de tourisme neuves décline de -14,1% en 2012.

Sur le 1^{er} trimestre 2013, la dégradation du marché de l'automobile se poursuit sur un rythme soutenu de -16,0% comparé au 1^{er} trimestre 2012 (-14,0% en France).

Selon le CCFA (Cercle des Constructeurs Français d'Automobiles), les immatriculations de marques françaises (48% des immatriculations réalisées en 2012) ont fortement reculé de -20,3% sur l'année 2012 comparé à 2011 (-17,5% pour Citroën, -17,4% pour Peugeot et -24,7% pour Renault) tandis que celles de marques étrangères se repliaient plus modérément de -6,8%.

Enfin, toujours selon le CCFA, les immatriculations de voitures d'occasion ont légèrement diminué de -1,3% sur l'année 2012.

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



12 - Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Nette érosion des immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes en 2012 et sur le début d'année 2013

Sur l'année 2012, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont nettement reculé de -12,3% comparé à 2011 (4 282 unités contre 4 885 un an auparavant).

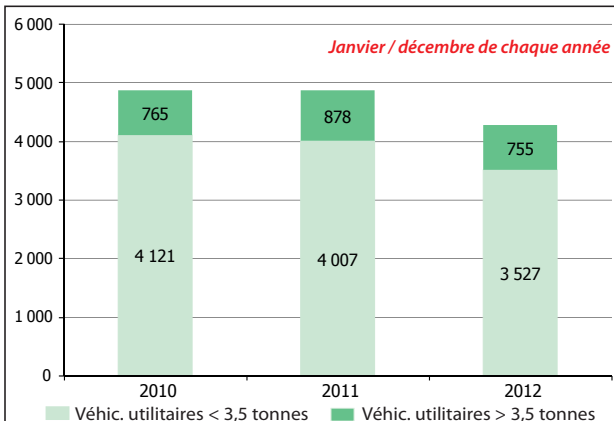
Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) ainsi que de poids lourds (> 3,5 tonnes) se sont repliées sur la période considérée de respectivement -12,0% (3 527 unités contre 4 007) et -14,0% (755 contre 878).

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs empruntent la même tendance sur l'année 2012 en reculant de -10,3%. Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers se replient de -10,6% à 380 254 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes se contractent de -7,7% à 45 631 unités.

Sur le 1^{er} trimestre 2013, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée se contractent de nouveau de -5,3% (-5,7% pour les utilitaires légers et -3,0% pour les poids lourds) comparé au 1^{er} trimestre 2012.

Au niveau national, la tendance est identique à -10,5% (-9,9% pour les utilitaires légers et -15,7% pour les poids lourds).

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre des Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- Centre E.Leclerc - SAS Sodilonne
- CER France Vendée
- CERA
- CJD La Roche sur Yon / Vendée Littoral
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- Eccelia
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe DUBREUIL
- Groupe HERVOUET
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- PRB
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SODEBO
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr